

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

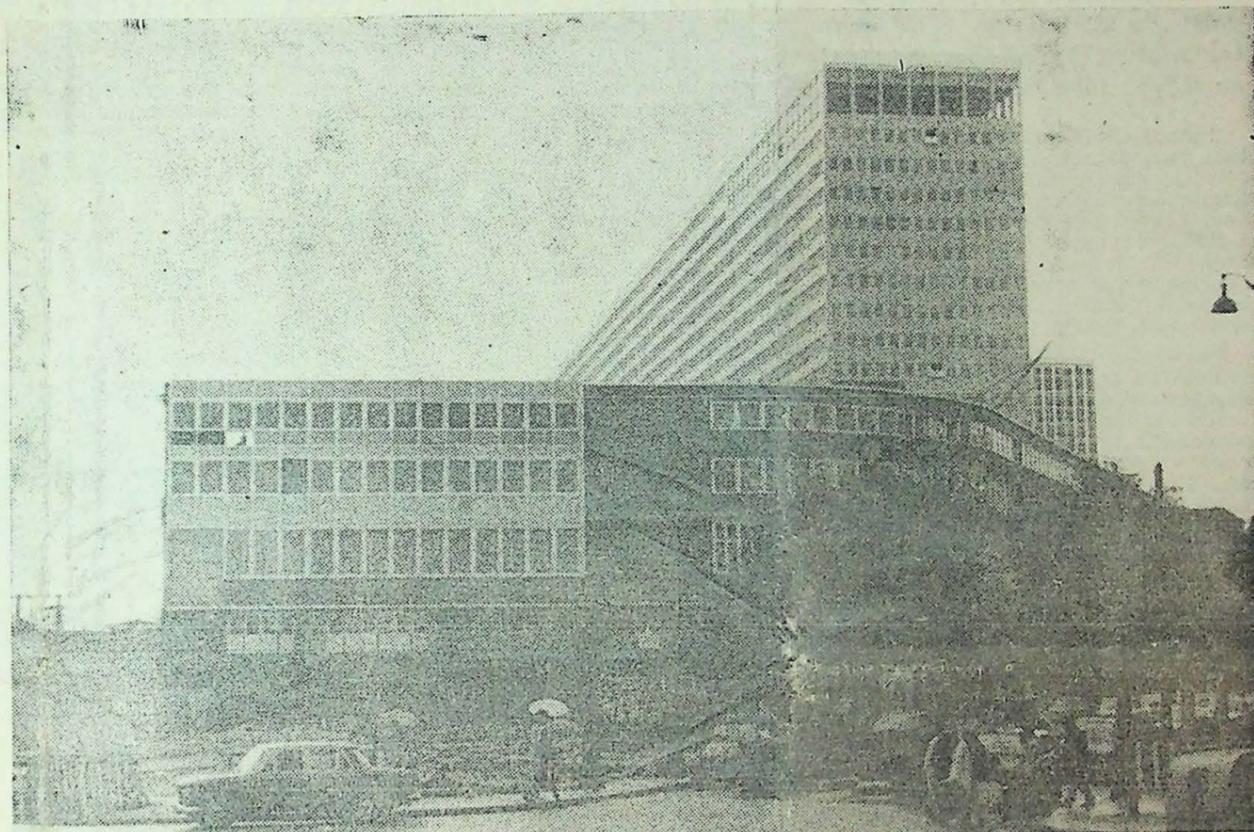
PRIX : 70 centimes

N° 298. — 22 octobre 1966

L'URBANISME

à

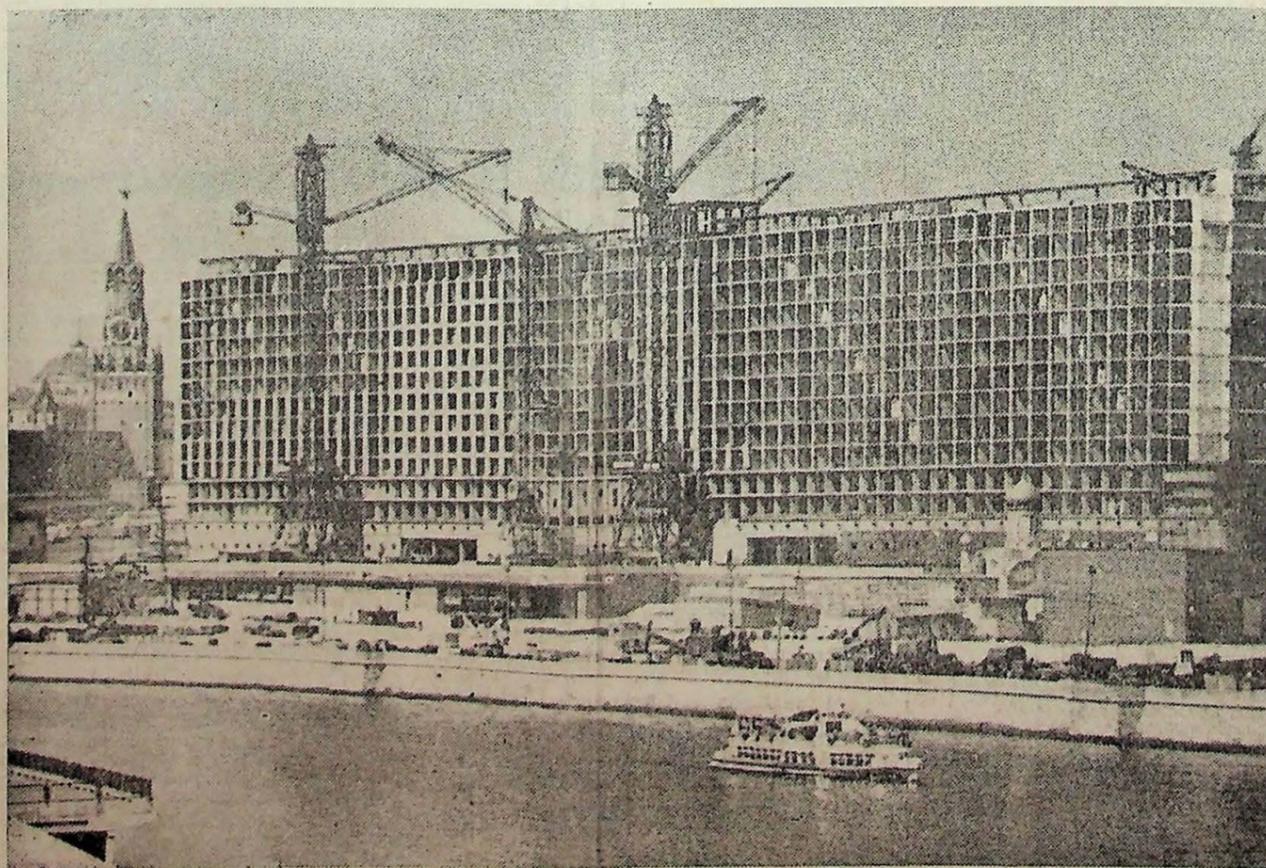
PARIS



L'opération Maine-Montparnasse

(Photo A.D.P.)

et



L'hôtel Rossia à Moscou.

(Photo A.F.P.)

à

MOSCOU

(Lire en page 4)

Elections législatives

• Michel Rocard candidat du P.S.U. dans le département des Yvelines

Communiqué du Secrétariat National, 18 octobre 1966 :

« Le Secrétariat National du P.S.U. fait connaître que les sections de la 4^e circonscription des Yvelines ont demandé à Michel Rocard, membre du Secrétariat National, d'être leur candidat ; cette proposition a reçu l'approbation de la Commission exécutive de la Fédération de Seine-et-Oise. Michel Rocard sera donc le candidat du P.S.U. dans cette circonscription et Paul Bosc, membre du C.P.N., sera son suppléant. »

Il s'agit d'une nouvelle circonscription. Son découpage résulte du soin attentif apporté par le régime à défendre ses élus en difficulté : on a pour cela séparé Closterman, député U.N.R., élu après un ballottage et implanté surtout dans le nord de l'ancienne circonscription de Versailles-Nord, de Mignot, maire indépendant de Versailles.

Dans le territoire ainsi découpé, les principales communes sont La Celle-Saint-Cloud, Le Chesnay, Marly, Louveciennes, Bougival, etc. Le P.S.U. est solidement implanté sur toute cette circonscription. Il avait atteint près de 10 % aux dernières législatives (1962), avait profité aux élections cantonales (1964) de ce que le P.C. s'était dans le canton de Marly indignement

désisté pour un indépendant ; notre candidat avait plus que doublé ses voix du premier tour. Enfin, aux dernières municipales, les listes constituées par nos camarades et nos sympathisants égalaient le P.C. dans les deux plus grandes villes : 18 % à La Celle-Saint-Cloud et 23 % au Chesnay. Les familles constitutives de la F.G.D.S. ont été absentes de ces batailles.

Dans ces conditions, l'objectif consiste à être la première force de gauche pour livrer la bataille du second tour. C'est Michel Rocard, responsable national à la formation et connu des camarades sous le pseudonyme de Georges Servet, qui la livrera, avec Paul Bosc comme suppléant.

• Nouvelles candidatures du P.S.U. dans l'Isère

Après l'annonce de la candidature de notre camarade Pierre Mendès France dans la circonscription de Grenoble-Sud (2^e circonscription de l'Isère), la Fédération de l'Isère du P.S.U. a procédé à la désignation de nouveaux candidats du parti.

Dans la 1^{re} circonscription (Grenoble-Est), dont le député sortant est l'indépendant Paquet, la bataille sera livrée par Daniel Hollard, conseiller municipal P.S.U. de Grenoble et professeur à la Faculté de médecine.

Dans la 3^e circonscription (Vizille-La Mure), dont le député sortant est le radical Gauthier, à nouveau candidat et investi par le Centre démocrate, le candidat du P.S.U. sera André Grand, agent technique E.D.F. et secrétaire de la section de Fontaine.

Dans la 6^e circonscription (Vienne-Sud), dont le député sortant est le M.R.P. Bernard, le candidat P.S.U. sera Joseph Perroud, directeur de C.E.G. et conseiller municipal P.S.U. de Saint-Siméon-de-Bressieux.

(548 voix) s'étaient désistés en faveur du candidat communiste arrivé en tête (3.607 voix), qui était ainsi devenu le candidat de toute la gauche. Durant la semaine qui sépara les deux tours du scrutin, la bataille fut menée en commun, notamment à l'occasion de trois grands meetings où Christian Guerche, Serge Mallet et Pierre Bergevoy représentaient le P.S.U.

• Second tour de l'élection municipale partielle de Villenave-d'Ornon

Là encore, l'union de la gauche assure l'élection du candidat communiste René Lapébie (2.074 voix) contre celui de l'U.N.R. Nadal (2.038 voix). Les candidats de la F.G.D.S. et du P.S.U. (317 voix sur 3.382 suffrages exprimés) s'étaient désistés en faveur de René Lapébie.

• Premier tour de l'élection cantonale de Sarcelles-Centre

Suffrages exprimés, 7.765. Canacos, maire de Sarcelles (P.C.), 2.764 voix ; Rouzée, U.N.R., 2.220 v. ; Coquelle, indép., 895 v. ; Barraud, F.G.D.S., 685 v. ; Darbord, C. dém., 627 v. ; Frenal, conseiller municipal, P.S.U., 574 v.

Pas-de-Calais

Récession dans le bassin minier

M. Olivier Guichard, délégué à l'Aménagement du territoire et à l'action régionale, est venu visiter, le 29 juin dernier, la région minière du Pas-de-Calais ; il a réservé deux heures pour une séance de travail qui s'est déroulée à la Chambre de commerce de Béthune, en présence du préfet de région, du préfet du Pas-de-Calais, de différentes personnalités et de fonctionnaires responsables dans le domaine de l'aménagement et de la reconversion industrielle. Il y avait aussi les élus de la région : députés, conseillers généraux et maires.

J'ai assisté à cette séance de travail au cours de laquelle il a été exposé à M. Guichard les différents aspects du problème angoissant provoqué par la récession de la production minière dans le bassin du Pas-de-Calais : remarques et doléances diverses portant à la fois sur l'infrastructure, le logement, l'équipement scolaire, l'équipement social, les difficultés financières des collectivités, l'incroyable poussée démographique (ainsi Lens compte une population dont la proportion des jeunes de moins de 25 ans est de 44 %) et sur la reconversion des Houillères et l'implantation de zones industrielles permettant de créer des emplois et des débouchés pour cette main-d'œuvre disponible à présent, et à venir.

Car la situation n'est pas nouvelle ; depuis plus de quinze ans, la crise a commencé à l'ouest du bassin : ce furent les secteurs d'Auchel, Lillers, Béthune les premiers touchés par la fermeture des fosses dès 1949 ; puis Nœux-les-Mines, et à présent Bruay ; bientôt Lens. Déjà des dizaines de milliers d'ouvriers mineurs ont dû soit quitter la région pour être transplantés à l'est du bassin minier, soit accepter de travailler dans des fosses très éloignées de leur lieu d'habitation.

On compte que d'ici à 1985, c'est encore plus de 200.000 habitants de la région formée par les arrondissements de Béthune et Lens qui se verront contraints d'émigrer. A moins qu'une solution soit trouvée au délicat problème de la reconversion des Houillères et de l'implantation d'industries nouvelles. Il faut noter que, depuis 1958 environ, des initiatives locales ont permis d'obtenir certains résultats intéressants quant à la création et l'aménagement de zones industrielles ; il s'agissait de comités d'expansion, formés de « personnalités économiques » et d'élus locaux, chargés d'attirer l'industriel, et pour

lequel beaucoup de sacrifices étaient consentis : achat de terrains, mise en viabilité, exonération de patentes, etc. Ce même industriel recevait des subventions d'Etat pour ses frais d'installation, ces derniers étaient aussi couverts par des prêts très avantageux. En d'autres termes, il s'agit de financer l'installation d'entreprises capitalistes ; cela peut paraître normal dans le contexte politique du régime capitaliste dans lequel nous vivons.

Or, pour revenir au problème qui nous préoccupe, c'est-à-dire celui de la reconversion des Houillères, la question a été nettement posée par un syndicaliste (C.F.D.T.) à M. Guichard : « Peut-on modifier le statut des Houillères de façon à permettre à celles-ci de se reconverter elles-mêmes, en créant des industries nouvelles, mais industries évidemment nationalisées, et non privées comme c'est le cas actuellement. »

Il paraît que le Président de la République a trouvé la question intéressante, déjà posée lors de son passage le mois précédent à Mazingarde (fabrication d'eau lourde). Il paraît aussi que le nouveau président du conseil d'administration des Houillères serait favorable à cette thèse. C'est tant mieux, car cela donnerait une solution nationale à un épineux problème de reconversion valable aussi pour les bassins miniers de Lorraine et de la Loire ; et cela donnerait un coup d'arrêt aux spéculations capitalistes réalisées sur le dos des municipalités, avec l'argent des contribuables et, en définitive, des consommateurs.

Aussi est-il de l'intérêt des syndicats et des partis politiques de la gauche de réclamer cette modification du statut des Houillères nationales ; lors de la crise de Decazeville, P. Mendès France, qui était allé sur place, avait évoqué cette question à l'époque. Aujourd'hui, cette revendication pourrait peut-être prendre place dans un programme commun des forces de gauche.

J. Lugez.

• Bobigny : conférence-débat

Nos camarades de la section de Bobigny organisent le vendredi 28 octobre, à 21 heures, salle Alfred-Costes, 2, rue de l'Union, à Bobigny, une conférence, avec Jean-Marie Vincent, sur le thème : « Le Front populaire de 1936 ». Un débat s'ensuivra.

Courrier des lecteurs

• Pour un plan d'ensemble

J'ai suivi avec attention les débats à l'Assemblée nationale sur les communautés urbaines. Au-delà des réserves et critiques formulées, dont certaines ne sont pas vaines, il est frappant de constater combien la gauche, en ce domaine (mais est-ce le seul ?), reste sur des positions défensives et mène des combats d'arrière-garde.

Bien qu'ils s'en défendent, les députés de l'opposition semblent hostiles à toute réforme et donnent l'impression de se cramponner au statu quo.

A croire que les législateurs du XIX^e siècle avaient été suffisamment géniaux pour prévoir des structures administratives conformes aux besoins du XX^e siècle.

Face à ces positions conservatrices,

 ★ MILITANTS DE PARIS ★
 ★ RESERVEZ VOTRE ★
 ★ SOIREE DU... ★

le gaullisme à beau jeu !

Il serait temps que la gauche prouve qu'elle est une force de progrès, en opposant au projet gouvernemental un plan d'ensemble cohérent, conciliant l'efficacité et la démocratie.

F. Beannez.

• Petite annonce

Leçons d'anglais par camarade américain, proche banlieue Sud. Ecrire au journal, qui transmettra.

• Nécrologie

Le 11 octobre 1966, notre camarade Jean Sirinelli s'éteignait à l'âge de 83 ans. Ancien instituteur en Corse, puis à Paris, Jean Sirinelli, pendant plus de soixante ans, a combattu pour la libération de l'homme par l'école et la culture au sein du syndicalisme. Il a été élu de ses camarades au Conseil départemental de la Corse et y a défendu leurs droits maintes fois menacés par l'arbitraire administratif. Adhérent du parti socialiste autonome et, ensuite, du P.S.U., dès sa fondation, ses conseils et son expérience des luttes sociales nous étaient précieux.

Nous présentons à ses enfants nos très sincères condoléances.

Elections partielles

• Second tour de l'élection cantonale de Longjumeau

Victoire de l'union de la gauche, puisque le candidat communiste Danis bat l'U.N.R. Roth par 5.618 voix contre 5.159.

On se rappelle que notre camarade Triplet (593 voix au premier tour) et le candidat de la F.G.D.S. Rey

**UN SUPERBE LIVRE PLEINE PEAU
L'ALBUM STENDHAL DE LA PLEIADE
EST OFFERT GRATUITEMENT**
pendant quinze jours à tout acheteur
de 5 volumes de La Pléiade par la
LIBRAIRIE PILOTE
22, rue de Grenelle
Paris
7^e

LA PLEIADE

L'éloge de la Pléiade n'est plus à faire : chacun reconnaît que c'est la collection la plus complète, la plus élégante, la moins encombrante et la moins coûteuse, la seule où les classiques d'aujourd'hui : Claudel, Gide, Proust, Saint-Exupéry, Camus, figurent à côté d'Homère, de Shakespeare, de Racine ou de Balzac. Ces admirables volumes reliés pleine peau, dont certains, ayant jusqu'à 2000 pages sur papier bible, contiennent le texte de 5 ou 6 gros volumes ordinaires et coûtent beaucoup moins cher, permettent à chacun de se constituer, à peu de frais et dans un espace restreint, la plus belle des bibliothèques. Voici le moment d'enrichir la vôtre de quelques "Pléiades" en profitant d'une occasion exceptionnelle : la Librairie Pilote offre pendant 15 jours à titre absolument gracieux à tout acheteur de 5 volumes quelconques de la collection (payables à crédit sans majoration) le dernier paru des ALBUMS DE LA PLEIADE : L'ALBUM STENDHAL. On sait que chaque année est éditée hors commerce et à tirage limité un ALBUM DE LA PLEIADE, ravissant volume qui a l'aspect extérieur de ceux de la collection (même format, même reliure pleine peau souple) et comporte une biographie et une iconographie complète d'un grand écrivain : cette année Stendhal, (362 pages, 463 illustrations). Ces albums sont rapidement épuisés : n'étant pas réédités, ils sont très recherchés par les collectionneurs et prennent une valeur très supérieure au prix qui serait le leur s'ils étaient vendus en librairie (30 à 40 Fr.). Hâtez-vous donc de nous demander sans engagement un catalogue de La Pléiade pour pouvoir, si vous passez commande avant 15 jours, profiter de ce merveilleux cadeau.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle Paris 7^e (valable pour la France métropolitaine).

Veuillez m'envoyer sans engagement de ma part un catalogue de La Pléiade. Si je vous commande avant 15 jours au moins 5 volumes que je pourrai payer à crédit sans majoration, je recevrai en même temps que les volumes un ALBUM STENDHAL absolument gratuit.

Nom _____ Prof. _____
 Adresse _____
 T. S. 10-1
 Tél. _____

éditorial

L'ULTIME CHANCE

Il est significatif que cette semaine, au nom des travailleurs de chez Renault, des militants de la C.G.T., de la C.F.D.T., de la S.F.I.O., du Parti Radical, du P.S.U., du P.C., aient adressé une lettre à François Mitterrand, « pour lui rappeler qu'après les prises de position du P.C. et du P.S.U., l'élaboration d'un programme commun de la gauche et d'une tactique électorale commune ne dépendait plus que de la réponse de la Fédération ».

Il est important de lire les déclarations faites, ces derniers jours, par Louis Mermaz, un des dirigeants de la Convention républicaine, qui ne semble pas partager le désir d'indépendance et la souplesse de certains de ses partenaires de la Fédération, lorsqu'il dit : « Face au gaullisme, la gauche doit s'unir sans exclusion et offrir la perspective d'une majorité de gouvernement. »

Au même moment, il est vrai, la caution de la Fédération s'étend aux candidatures d'André Marie, Robert Lacoste, Max

par Harris PUISAIS

Jeune, ce qui semble pour le moins rendre douteux l'efficacité et le sérieux de cette future majorité !

On le voit, les contradictions sont grandes et les hésitations, les variations ou les silences des leaders politiques de la Fédération ne permettent guère, jusqu'à ce jour, d'y voir clair.

Il faut attendre, nous dit-on, que tous les congrès nationaux des partis fédérés se soient tenus, pour mieux connaître leurs idées sur le contenu de leur politique et les limites de leurs alliances.

Et si ces congrès ne donnaient pas satisfaction, ni aux militants de chez Renault, ni aux amis de Mermaz, ni à nous-mêmes ? Si, en conclusion, nous n'avions que de vagues déclarations de tactique électorale non assorties de la volonté de rechercher un véritable accord politique entre toutes les forces de gauche. Devrions-nous être satisfaits ? Si, à la fin des fins, le ralliement de ces forces ne se faisait seulement que sur un catalogue ou un sommaire d'idées générales, devrions-nous être satisfaits ?

L'alternative est simple, en effet. Oui ou non, les partenaires de la Fédération vont-ils accepter clairement l'alliance de la gauche ou vont-ils se complaire dans de savantes motions, habilement pesées, prises sans courage, avec des phrases creuses et des arrière-pensées ?

Qui l'emportera de ceux qui ont cru, après décembre 1965, qu'il était possible d'imposer des idées neuves et qui commencent à en douter et de ceux qui n'avaient momentanément ralliés leur cause que pour mieux la contrôler ?

Le compromis pour le maintien d'une telle unité ne serait-il pas payé trop cher ? Et qu'en penseront alors tous ceux qui, aujourd'hui encore, cherchent à peser sur l'événement et craignent de voir revenir le temps des faux alibis et des équivoques.

Allons-nous vraiment perdre l'ultime chance de la gauche d'être, sans compromission, attirante et efficace ?

Nous continuons à penser que l'accord général peut naître d'une discussion loyale. On l'a bien vu, au récent colloque sur le Vietnam. Pourquoi ne le verrait-on pas demain pour les institutions, la politique sociale, la politique financière, les options économiques, la politique internationale...

Nous ne comprenons pas l'entêtement de ceux qui ne croient pas au programme politique, à sa nécessité, à sa vertu. Nous pensons que leur attitude est négative et qu'elle pénalisera les chances de victoire de la gauche aux futures élections.

Oui, vraiment, pourquoi ne pas faire l'ultime tentative pour obtenir un accord politique de la gauche qui unifierait les luttes électorales et ferait des accords de désistement autre chose que de simples accords circonstanciels et divers laissés aux initiatives intéressées de stratèges locaux ou d'états-majors calculateurs.

Le pire qui puisse arriver serait de ramener à la situation actuelle. Il faut en prendre le risque.

Si nous réussissons, par contre, le combat de la gauche prendra une autre dimension. Il sera mené, en toute clarté, à l'échelon national, et retrouvera sa force mobilisatrice, son dynamisme et ses chances de victoire.

A nouveau, le courant passera. L'enjeu ne vaut-il pas un dernier examen de conscience ?

Où en est la politique agricole ?

Le monde paysan, le petit surtout, s'interroge. Certains n'ayant pu tenir, abandonnant tout espoir, ont mis la clef sous la porte. Reclassés ou non, ils affluent vers les villes. 180.000 par an environ. A ce rythme !

Cela fait partie de la politique du régime.

Diminuer le nombre de bouches paysannes pour augmenter le revenu par tête, est-ce la solution ? Notre pays a une vocation agricole certaine ! Que fait-on pour donner à cette agriculture les moyens de faire vivre décemment une partie intéressante de la population française.

Faut-il que les ruraux sans qualification viennent grossir le marché de l'emploi ? C'est peut-être là aussi un moyen pour tenir le secteur urbain. Celui du petit emploi. Car ce n'est pas les quelques stages de promotion qui peuvent qualifier les agriculteurs pour de nouveaux emplois. Voilà déjà évoqués de nombreux problèmes sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir.

Au cours de la campagne écoulée, des changements assez notables !... Pisani s'en va, Edgar Faure lui succède. Mais la politique du gouvernement, toute en promesse, reste la même : les ministres promettent mais ne peuvent tenir. Autre fait important qui conditionne l'avenir : la mise en route définitive du Marché commun agricole. Qu'a-t-on fait pour armer nos paysans et surtout les petits ? Et l'échéance est là. Il faudra que notre agriculture s'insère dans une économie européenne sur l'orientation de laquelle les autres pays membres auront leur mot à dire. A-t-on suffisamment préparé la formation humaine, la formation technique ; a-t-on suffisamment prévu de marchés et commercialisations ? Il semble que certains secteurs partent défavorisés. Les manifestations dans le Sud-Ouest en témoignent.

La loi sur l'élevage vise surtout l'amélioration du cheptel. Ses effets seront assez longs à venir, et le Marché commun est là. Mais comment l'agriculteur français pourra-t-il investir ? Et s'il ne peut pas investir comment pourra-t-il améliorer de façon sensible ?

Le V^e Plan a promis un « rattrapage » du revenu agricole de 4,8 p. 100. Ce rattrapage ne se fera pas cette année notent le Comité Permanent des Chambres d'Agriculteurs et les organisations syndicales agricoles. Il atteindra 3,7 p. 100 peut-être, en tenant compte de la diminution du nombre d'exploitations prévu au V^e Plan. C'est donc dire que l'accroissement du revenu global de l'agriculteur n'atteindra pas 2 p. 100.

L'agriculteur doit faire face à des charges en hausse constante. Pendant ce temps les prix agricoles stagnent.

Voici des exemples : pour le lait il a été promis un prix moyen de 42,50 anciens francs pour 34 g de matière grasse. La Confédération nationale laitière avait demandé un contingent complémentaire de stockage du beurre de 30.000 tonnes et l'intervention du F.O.R.M.A. sur les prix d'entrée en stock. Mais l'augmentation du stock est limitée à 10.000 tonnes. Et les producteurs se plaignent que, sur intervention du ministère des Finances, les prix indicatifs du lait soient compromis.

Les céréaliers accusent une diminution de récolte qui ne sera pas compensée par la Caisse de calamités.

Les maïsiculteurs sont indignés de voir que le prix du maïs n'est pas modifié. Ce prix est le même depuis plusieurs années, puisque les Six ont adopté les prix européens fixés à Bruxelles le 15 décembre 1964. Les prix étaient en hausse pour le blé et l'orge mais ils étaient inchangés pour le maïs.

Les viticulteurs protestent car ils subissent une augmentation continue des frais de production que ne comble pas l'augmentation de 20 AF par degré hecto.

Il semble, dans tout cela, que le ministère des Finances, craignant une

augmentation des prix de détail, fait supporter au paysan le sacrifice principal.

Il est un fait : le coût de la vie augmente. Le paysan en est-il responsable ? On voudrait le laisser entendre. Dans le but, peut-être, de dresser, comme cela s'est toujours fait, le monde urbain contre le monde rural !

Il faut pourtant que l'ouvrier sache que son frère travailleur des champs n'est pas responsable de la hausse des prix de détail. Le prix du produit brut (récolte du paysan) reste pratiquement stable. Il est même souvent en baisse saisonnière selon la loi de l'offre et de la demande. Le salaire de l'agriculteur s'en trouve réellement compromis. Ce qui augmente c'est le conditionnement, la manutention, le transport, les charges fiscales, etc. Il est trop simple d'en rendre responsable l'agriculteur. Cela permet, en quelque sorte, d'excuser les lacunes de la politique économique.

Que dire encore, en ce début de campagne, pour donner une vision globale de la politique agricole ? Peut-être la grande misère de l'agriculture fermière et familiale qui n'est pas protégée contre le dumping de certains pays.

Les craintes des producteurs de fruits et légumes dans le Marché commun (à partir du 1^{er} janvier 1967 les droits de douane seront supprimés dans les six pays).

Un mot sur la politique sociale. Notons l'augmentation des cotisations sociales de 11,5 p. 100. Il y aurait certainement une révision de la répartition des charges à faire pour éviter que ce soit les petits qui se répartissent l'augmentation des charges consécutives au départ d'un certain nombre d'agriculteurs.

Des mesures ont été prises en faveur des zones déshéritées. Mais peu d'agriculteurs remplissent les conditions requises. Des bourses sont prévues pour aider certains petits exploitants dont les enfants poursuivent les études. Cette aide, hélas ! très modeste, est réservée aux enfants déjà boursiers et dont deux autres frères ou sœurs poursuivent des études. Les enfants en apprentissage pourront en bénéficier. Combien seront touchés par ces mesures ?

Les agriculteurs ne sont pas contents. Les manifestations qui reprennent le 22 septembre (4.000 paysans à Auch, le jeudi 22 septembre). Les syndicats manifestent leur impatience, il serait temps en effet que notre agriculture obtienne dans la nation la place qui lui revient. Pour cela, il faut lui apporter l'aide nécessaire.

Nous réaffirmons que rien de constructif et de durable ne pourra être réalisé si une politique cohérente n'est pas mise en train. Au cours de leur X^e congrès les jeunes du C.N.J.A. posent le problème du financement des exploitations agricoles. Car l'agriculture est de plus en plus endettée. Il faut des capitaux importants pour produire (sol, bâtiments, matériel, bétail) et des capitaux roulants tels que semence, engrais, carburant, etc. C'est ce problème que les jeunes posent aujourd'hui. Il est essentiel pour l'avenir de nos petites exploitations. S'il n'est pas résolu, l'agriculture endettée passera dans les mains des puissantes sociétés, soit directement, soit sous la forme contractuelle.

Il y a lieu de revoir les circuits de distribution, les problèmes fonciers, la protection sociale de la paysannerie pour la rendre équivalente à celle des ouvriers des villes. Il y a lieu de penser à une planification agricole s'insérant dans la planification d'ensemble. Mais surtout, il faut aider au développement de la coopération et des actions collectives. Tout cela demande qu'on se penche sur la formation du monde agricole pour rendre les agriculteurs aptes à faire face. On n'a que trop tardé.

Nous reviendrons sur tous ces problèmes afin de les situer dans le contexte de la politique agricole actuelle.

Jean-Lucien Aguié.

Bientôt "T.S." nouvelle formule

rédateurs n'ait pas avancé à la hâte des chiffres approximatifs. Chacune de ces mesures coûte des milliards et si l'on veut être sérieux il faut mener quelques études avant de faire des promesses. Il est probable que dans le développement attendu de son programme, la F.G.D.S. se montrera plus explicite.

En revanche, il nous paraît moins sûr que la F.G.D.S. aille beaucoup plus loin sur la voie de la réforme des structures. Dans la suite de ces articles, « Tribune Socialiste » exprimera notre déception devant les divers aspects de cette carence, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'aménagement du territoire, du logement et du financement du Plan.

Nous voudrions seulement montrer ici, par quelques exemples, l'orientation prise par la Fédération.

Nous savons que des objectifs ambitieux ne pourront être atteints pour les revenus des travailleurs et l'équipement du pays que si des entreprises puissantes peuvent à la fois intégrer toutes les virtualités du progrès technique et de la science et tenir bon dans une compétition internationale accrue. Nous savons aussi que, depuis 1945, c'est le secteur public qui a contribué, pour une grande part, à redonner le goût de la croissance et l'esprit de productivité à l'économie française. Nous apercevons enfin que la sauvegarde de notre autonomie de décision, comme la prise en charge du développement des régions défavorisées, reposent avant tout sur l'essor de puissantes entreprises nationales. Par conséquent, quand bien même nous ne craindrions pas le sabotage d'une politique de gauche par les trusts capitalistes et que nous n'aurions pas pour but fondamental l'abolition des monopoles privés, nous aurions déjà de bonnes raisons de préconiser une extension rapide du secteur public par la nationalisation des pôles de domination.

Ces diverses raisons ne paraissent pas avoir convaincu les membres de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, puisqu'ils limitent leurs propositions à la nationalisation des banques d'affaires et des industries de l'armement et de l'espace, et qu'ils se remettent, pour le « reste », à des mesures « d'encadrement » lorsque la situation l'exigera. Cette position nous paraît à tout le moins trop peu « socialiste ». Nous allons — peut-être — nous retrouver un jour avec une sidérurgie pratiquement nationalisée, avec la bénédiction et dans l'intérêt même de ses propriétaires et avec une puissante entreprise chimique d'Etat, organisée par la V^e République, pour des raisons de haute technique industrielle et financière. La F.G.D.S. pourrait être au moins aussi « progressiste » que M. Debré ! Peut-être craint-elle que des mesures de nationalisation ne détournent l'épargne du marché financier, mais il faut qu'elle en prenne son parti car, visiblement, le mal — si mal il y a — est déjà fait. Ce à quoi il faut songer dans le domaine du financement, c'est à un système de remplacement plus efficace et plus planifiable que celui dont rêvait M. Giscard d'Estaing.

Il est vrai que les salariés ne voient pas toujours très bien, dans le régime actuel, quel intérêt ils ont à faire partie d'une entreprise nationale. Leurs salaires croissent encore moins vite que ceux du secteur privé et ils n'ont pas plus de poids sur la gestion de leurs entreprises. C'est donc à juste titre que le P.C. et nous-mêmes insistons sur la démocratisation interne des firmes possédées par la collectivité et sur l'arrêt de leur appauvrissement.

Une incertitude égale plane sur ce que la F.G.D.S. entend faire de la

planification. Elle préconise la création d'un certain nombre d'institutions et de procédures : un plan par législature, une commission des investissements, un budget quinquennal d'investissements publics, la subordination des initiatives privées aux objectifs majeurs du Plan. Nous défendons les mêmes thèses. Mais le Plan, ce n'est pas seulement des institutions et des objectifs, c'est aussi, et avant tout, une stratégie : un ensemble de décisions engageant l'avenir et dont les applications immédiates par l'Etat et par les grandes entreprises industrielles et financières permettront d'atteindre les objectifs fixés. Si, le V^e Plan à peine voté, le pouvoir gaulliste s'empresse d'oublier que ce Plan n'aurait de valeur que dans la mesure où il apporterait des solutions à la foule des problèmes soulevés et non résolus, il faudrait qu'un gouvernement de gauche procède autrement et annonce à l'avance ce qu'il entend faire. Comment va-t-il dégager les ressources fiscales considérables qui seront nécessaires, résoudre le problème de la Sécurité sociale, sauver les entreprises nationales de l'endettement, donner aux collectivités locales les moyens d'exécuter les programmes d'équipement que l'on désire leur voir réaliser, empêcher que les grands trusts privés ne poursuivent des fins étrangères aux intérêts de la collectivité ?

Sur tous ces points, le programme de la F.G.D.S. n'apporte que des propos assez vagues ; il n'y a pas, derrière ses objectifs, un véritable contre-plan qui exprime une volonté réelle de parvenir aux objectifs fixés. Finalement, on ne voit pas très bien — problèmes de la fiscalité mis à part — quels reproches essentiels la F.G.D.S. fait au V^e Plan.

Le programme du 14 juillet s'inscrit dans une vision timidement réformiste de la société française : plus de justice fiscale, plus de justice dans la répartition des revenus, efficacité accrue de l'appareil productif grâce à une planification mieux coordonnée, reconversion des dépenses de la force de frappe ; au-delà de ces intentions — non négligeables — il est difficile de dire vers quoi tendrait la société gérée en fonction d'un tel programme. Cette absence de perspective tient sans doute à la composition de la F.G.D.S., à la répugnance de certains de ses éléments à rompre avec des milieux centristes profondément conservateurs.

Nous ne croyons pas que le programme économique de la F.G.D.S. constitue une alternative suffisante au régime actuel. Si les problèmes de la seconde moitié du XX^e siècle sont si graves, si nouveaux, que le régime capitaliste, même truffé d'interventions étatiques, même corrigé partiellement par toutes les conquêtes sociales et économiques réalisées depuis 1936, n'est pas en mesure de les résoudre, alors ce ne sont pas les quelques réformes avancées qui suffiront. Il faut s'engager dans la voie de transformations plus importantes, telles que les a définies notre contre-plan, conçu dans une vision socialiste de l'avenir de la société française dont le programme de la F.G.D.S. s'est trop peu inspirée.

Jacques Malterre.

● A.D.E.L.S.

La « Correspondance municipale » publie dans son numéro spécial d'août-septembre une copieuse information documentée sur le thème central : *Témoignage de l'Office social et culturel de Rennes.*

Prix : 5 F. Commandes à Tribune Socialiste, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). C.C.P. 58-26-25.

CONTRACEPTION

La parole est aux chiffres

Le 5 novembre 1965, le ministre de la Santé publique et de la Population s'adressait à l'Institut national d'Etudes démographiques, dans ces termes :

« Tout doit être mis en œuvre pour accentuer le redressement démographique dont la France bénéficie depuis la dernière guerre. Aussi, je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'indiquer :

1° Quelles seraient les mesures législatives réglementaires... nécessaires au développement de la natalité en France, en les classant d'après leur efficacité présumée ;

2° Plus particulièrement, quel pourrait être l'effet sur la natalité de l'adoption d'une politique plus libérale en matière de régulation des naissances », signé : Raymond Marcellin.

La réponse parvenait au ministre le 26 avril 1966, elle est reproduite dans le numéro de juillet 1966 de la revue « Population ».

Par souci de logique, le rapport répond d'abord à la deuxième question. La réponse est formelle :

Si tous les couples pratiquaient une contraception efficace à 100 % (la pilule est le seul procédé à avoir une efficacité théorique à 100 %, dans la mesure où l'on pense à l'absorber tous les mois !), le taux de natalité baisserait à court terme (baisse probable de la natalité légitime : 10 à 20 %).

Pour juger de l'effet à long terme, poursuit le rapporteur, il faut se souvenir qu'une baisse de la dimension moyenne des familles de 16 % conduirait à un taux net de reproduction égal à l'unité, la population serait stationnaire à un niveau voisin de 58 millions d'habitants.

Ce rapport, dont on ne peut suspecter l'objectivité va à l'encontre des idées communément admises :

Le nombre des avortements provoqués en France est de l'ordre de 1.500.000 à 2.500.000, parfois on précise : autant de naissances que d'avortements ; or le rapport précise que le nombre des avortements ne paraît guère dépasser 250.000, et le rapport poursuit : « On a bien l'impression que le phénomène avortement est une « constante sociale » assez peu sensible aux différences de législations. Et s'il fallait préciser en donnant un nombre, on serait tenté de dire que dans les pays de civilisation européenne, la proportion des avortements pour 100 naissances se situe autour de 40. »

La contraception n'est pas pratiquée en France de façon sérieuse, dit-on encore, et le rapport nous dit : « La contraception est déjà pratiquée en France de façon très efficace. Elle a permis d'éviter en 1963 près de 1.200.000 naissances.

On ajoute encore : Une politique de régulation des naissances ne fait pas diminuer le taux de natalité, on donne parfois l'exemple des Etats-Unis. Or, nous venons de voir que d'après le rapport il n'en est rien.

Ce rapport, lu un peu superficiellement, tendrait à démolir toute l'argumentation jusqu'ici pratiquée par les défenseurs du contrôle des naissances, c'est en cela qu'il est in-

quiétant car il risque de renforcer le confort moral de nos dirigeants catholiquement conservateurs. Or le problème n'est pas résolu, il est simplement déblayé d'opinions un peu rapidement admises. Le problème reste entier. Le fait que des informations circulent de bouches à oreilles, même si elles sont efficaces, n'est pas satisfaisant, une information claire et franche dans le cadre d'une éducation sexuelle est nécessaire à la dignité de l'Homme (avec un grand H).

Sur le nombre des avortements et sa fatalité statistique, le rapport laisse une impression de malaise, bien que les rapporteurs reconnaissent que leurs conclusions sont incertaines et mériteraient des enquêtes plus sérieuses. Les assistantes sociales, les médecins et tous ceux qui ont approché une femme ayant pris bon gré mal gré la décision de se faire avorter n'imaginent pas de lui donner comme seul réconfort des phrases du type : « C'est une constante sociale, c'était statistiquement inévitable, comme les 100 morts sur les routes le 1^{er} août. »

La deuxième partie du rapport est consacrée aux « mesures législatives nécessaires réglementaires à prendre en vue du développement de la natalité en France ». Il est assez encourageant de voir que presque toutes ces mesures coïncident avec un programme socialiste, élaboré en vue du mieux-être de tous. Elles ont trait au logement, à l'enseignement, au travail féminin, aux mesures fiscales, aux prestations sociales. Ce qui tendrait à prouver que lorsque les gens sont contents de vivre, ils sont mieux disposés à mettre au monde, on pouvait s'en douter, beaucoup plus d'enfants. Or, disent les économistes (même ceux du P.S.U.), pour qu'une nation aille bien, il faut que sa population croisse sans cesse. Sérieux encouragement à un programme socialiste.

Tous ceux qui sont convaincus de la nécessité d'une information franche en matière de contraception ont tout intérêt à lire ce rapport en son entier, il est bien plus riche que nous pouvons le faire apparaître ici. La lucidité est indispensable pour mener à bien une affaire qui n'a rien perdu de son urgence ni de son importance.

Geneviève Rocard.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

LA BROCHURE

« POUR UN PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

Observations du P.S.U. sur le programme de la F.G.D.S. »

EST PARUE

PRIX : 2 F - Commandes à T.S., 54, bd Garibaldi - Paris 15^e - C.C.P. 58 26 65

CHINE

La Révolution culturelle vue par 3 jeunes Français

Nous poursuivons cette semaine l'interview des trois jeunes étudiants, retour de Chine.

T.S. — Vous disiez la dernière fois qu'en dehors du travail les Chinois n'ont rien à faire. Il y a autre chose à faire : penser à la guerre et réagir par rapport à ce phénomène. Quel est le sentiment des Chinois et de leurs dirigeants à ce sujet ? Veulent-ils la guerre ou simplement se défendre ?

LOTIRON. — On a partout l'impression que l'on crée et l'on entretient une tension révolutionnaire et une excitation guerrière depuis l'âge de trois ans jusqu'au vieillard. La Chine ne veut pas la guerre, du moins elle ne veut pas attaquer, mais elle est prête à se défendre. Elle souhaite une attaque américaine. C'est sur son territoire qu'elle veut être attaquée et se battre. Sur son territoire, elle est invulnérable. Stratégiquement, les Chinois sont admirablement préparés à une guerre de guérilla.

T.S. — Souhaiter se faire attaquer, c'est, d'une façon détournée, souhaiter la guerre. En poussant le raison-

à une utilisation tactique finalement plus agressive que défensive.

CARNET. — Dans tout ce qu'on voit en Chine, « l'impérialiste », le « réactionnaire », le type sur la tête duquel on met un grand chapeau avec écrit dessus : « C'est un impérialiste », qu'on voit partout au cinéma, au théâtre ou dans les spectacles de rue et qu'on fusille dans les coulisses, ce personnage-là, le bon sens du peuple chinois ne peut pas admettre qu'il se tienne à leur porte et que leur gouvernement ne fasse rien contre les Américains alors qu'on dit tant de mal d'eux. Toutefois, pour l'instant, le peuple n'exige pas de son gouvernement qu'il entame une guerre contre eux.

Chacun sa révolution

T.S. — Pour l'instant, on joue donc à la guerre. Mais la tentation n'est-elle pas forte pour l'opinion la plus simple, à force de voir abattre en

faire une révolution, ils donneront des conseils par le biais de techniciens, etc.

T.S. — En résumé, il semble que la révolution culturelle soit une manifestation qui a été organisée, avec quelques incidents de parcours, en tout cas voulue par les dirigeants, et que la Chine est par essence pacifique bien qu'elle se manifeste à l'extérieur comme une puissance pouvant être agressive. En revenant en France, vous avez lu les journaux, vu des films ou la télévision, vous avez parlé. Pensez-vous qu'on a bien compris les problèmes chinois en France ?

LOTIRON. — On les a compris de façon diverse, inégale. A mon avis, les informations ne sont pas toujours exactes, soit parce qu'elles nous sont parvenues par le canal de Hong-kong ou même des Etats-Unis, soit parce que les cas isolés de violence ont été montés en épingle et abondamment et inexactement commentés dans nos journaux. Je suis personnellement convaincu que ces exactions ne doivent pas donner une idée de brutalité et de vandalisme généralisés, spécialement vis-à-vis des choses du passé.

DE BORDE. — Ce que nous lisons dans les journaux, commentaires ou communiqués des agences, polarise l'opinion sur des faits certainement minimes dans le contexte actuel de la Chine. Je ne sais si notre conversation à trois vous l'a déjà fait sentir, mais la presse ne s'est pas toujours basée sur des faits bien précis. Par exemple, des batailles rangées, il en existe partout, il y a des manifestations dans les usines.

T.S. — Il y a aussi des batailles

et renforcer une certaine cohésion du monde occidental et même du monde soviétique ? C'est l'agence Tass qui nous abreuve le plus d'informations en ce moment.

Le coup de poing dans la page

LOTIRON. — Je suis persuadé d'une campagne de ce genre pour ce qui concerne les Etats-Unis qui se gargarisent des exactions et en profitent pour médire abondamment et exciter les esprits contre la Chine. Cette attitude est peut-être aussi possible de la part de l'U.R.S.S.

DE BORDE. — On cherche le coup de poing dans la page.

CARNET. — Nous avons une agence France-Presse à Pékin. Je connais son correspondant. Les télex sont parfois un peu déformés, mais il a fait de bons papiers... A partir de trois mois en Chine, on commence à ne plus réagir, on devient amorphe, on entend beaucoup trop de c... Par exemple cette histoire de commune qui n'arrivait pas à se débarrasser des sauterelles jusqu'au jour où elle a fait appel à la pensée de Mao : en deux jours, les sauterelles ont complètement disparu.

DE BORDE. — Nous avons dans notre groupe l'interprète officiel de Chou En-lai, un type extrêmement intelligent, ouvert aux Occidentaux, à leurs pensées, à leurs problèmes. Il arrivait à ce type de sourire sur certaines de ses phrases stéréotypées extraites par exemple des œuvres de Mao. Parfois, il ne traduisait pas complètement quand il s'agissait de propagande politique ou bien il évitait d'employer ce vocabulaire. Il comprenait notre réaction. En lui tapant sur l'épaule, on lui faisait remarquer qu'il était le seul à avoir de l'humour et qu'il tranchait sur les autres. Il répondait qu'entre amis il fallait un minimum de compréhension.

T.S. — D'après Otzenberger, le plus grand drame de la Chine, c'est de ne pas comprendre les Occidentaux, qu'en pensez-vous ?

CARNET. — On ne les comprend pas et ils nous rendent la pareille.

LOTIRON. — J'affirme même qu'ils manifestent moins de curiosité à notre égard, aux conditions de notre vie et à notre politique, que nous envers eux. La conclusion des discours d'adieu des Chinois était souvent : « Nous espérons que beaucoup d'amis français viendront visiter notre pays pour contribuer au renforcement de la compréhension de nos deux peuples... », etc. A quoi je répondais qu'un nombre plus large de Chinois viennent visiter notre pays car, pour aimer les gens, il faut les connaître et, pour les connaître, il faut les chercher. Agacé d'autre part par les mots « lutte à mort », « ennemis à terrasser » qui truffent leurs discours, je répondais en faisant allusion à notre vieille morale européenne, plus ou moins chrétienne, d'amour universel et de paix générale.

DE BORDE. — En chinois, « amour » ou « âme » ne veut pas dire grand-chose. Une démarche de curiosité nous a poussés en Chine. Eux ne la font pas.

CARNET. — Ce que leur apprend le parti sur l'Occident leur suffit.

(Propos recueillis par Jean Helms.)



Le pacifisme, ce n'est pas du tout le repos.

(Photo A.F.P.)

nement, cela a des implications diplomatiques importantes. Par exemple, au Vietnam, les Chinois pourraient bloquer une solution dans l'espoir d'envenimer les choses et provoquer cette guerre que certains pensent pouvoir éviter.

LOTIRON. — Provoquer la guerre, ils ne le désirent pas.

DE BORDE. — Si les conditions diplomatiques et militaires internationales acculent la Chine, elle fera la guerre, il n'y a pas de doute, elle y est prête. Dans le cas de la Corée, la Chine a attendu le cas extrême pour réagir. Mais elle a réagi. Partout en Chine on se prépare à la guerre au cas où elle serait réduite à une position extrême. J'ai vu par exemple des enfants de dix ans, peut-être deux cents, devant des maquettes de village transformé en terrier, c'était passionnant. J'ai longuement suivi les explications qu'on leur donnait. La Chine est prête à faire cette guerre, elle ne la refusera pas.

LOTIRON. — Je crois qu'il faut distinguer entre l'agressivité et la violence verbale des Chinois et leur sagesse et leur finesse diplomatique. Otzenberger, dans son film, insistait d'ailleurs sur cette distinction. Souhaiter une attaque c'est, je le répète, une violence verbale. Dans la réalité, il y a ce climat de tension psychologique et de préparation naturelle à la guerre. On apprend aux gosses à construire eux-mêmes les fusils qui serviront pour leurs jeux d'attaques mimées des soldats « américains fantoches et leurs laquais ».

DE BORDE. — Ils fabriquent des postes de radio avec des boîtes de conserves, de vieilles dynamos et des bouts de fil...

LOTIRON. — Mon opinion, c'est que le Vietnam est un prétexte précieux, soigneusement entretenu, qui sert la cause chinoise.

T.S. — Au « prétexte précieux », vous comprenez qu'on puisse passer

image les soldats américains, de se dire : « Passons aux actes et abattons-les véritablement » ?

LOTIRON. — Le peuple y est prêt, mais il ne le désire pas farouchement. Le Chinois, au fond de lui-même, est pacifiste. On crée artificiellement cette haine de « l'impérialisme U.S. » et du « révisionnisme soviétique » en apprenant par exemple aux gosses dès leur plus jeune âge à discerner l'ami de l'ennemi. A l'amj on tend la main, à l'ennemi on montre le poing. Dans les crèches, tous les jeux, danses et mimes ont pour but ce discernement. Grâce à cette tension permanente, les Chinois, peuvent, du jour au lendemain, être admirablement organisés en cas d'attaque, tenir un siège, vivre sur eux-mêmes. Les militaires sont capables de travaux agricoles, de forger eux-mêmes leurs armes...

CARNET. — Sur un autre plan, la Chine n'a pas de problèmes de territoires. Il y a sur le sol chinois de la place pour quelques milliards de Chinois. Beaucoup de richesses minières, hydrauliques, pétrolières ne sont pas exploitées. Elle peut donc vivre de façon autarcique. Le stade de la gloire, de l'expansion pour avoir un territoire plus grand que les autres est dépassé. Quand les Japonais avaient des visées impérialistes sur le Pacifique, c'était une question vitale de population.

T.S. — Il n'y a pas que les problèmes économiques ou démographiques qui entrent en jeu. Il y a aussi les problèmes idéologiques, la volonté d'irradier le « soleil rouge de Mao ».

CARNET. — Les Chinois estiment avoir atteint le « Régime politique ». Tout le bien reçu du communisme, le monde entier doit en bénéficier.

T.S. — Avec tout le danger que cela implique.

CARNET. — Ce qu'ils veulent, c'est que chaque peuple fasse sa révolution lui-même. Ils ne vont pas donner d'argent à un pays pour s'armer et

rangées en Hollande. Ce n'est pas pour autant moins préoccupant.

DE BORDE. — Les faits prennent trop d'importance dans la presse. D'un autre côté, peut-on saisir dans un journal les problèmes concrets et surtout ceux de la pensée chinoise ?

T.S. — Pensez-vous que les informations venant de Chine sont incomplètes et mal interprétées, ou bien alors qu'elles correspondent à une campagne systématique pour donner une vision défavorable de la Chine

ALGÉRIE

De la clandestinité gouvernementale à l'exil

L'Organisation clandestine de la Révolution algérienne (O.C.R.A.) s'est félicitée, cette semaine, du ralliement de deux ministres du gouvernement Boumédiène, anciens ministres des gouvernements de Ben Bella, en indiquant « qu'au sein du gouvernement Boumédiène ils avaient assumé des tâches diverses et importantes qui seront révélées en temps opportun ».

Nous attendrons, avec intérêt et curiosité, ces révélations, étant donné que nous n'avions guère apprécié le maintien au pouvoir des deux amis de Ben Bella, qui lui devaient leurs nominations et dont nous pensions qu'ils auraient dû, solidairement, lier leur sort à celui de leurs camarades qui, depuis le 19 juin, luttent contre la dictature de Boumédiène.

Leur dénonciation de ce régime, des son établissement, eût davantage clarifié la situation politique et ne nous

aurait point fait douter de leur fidélité à une cause qui nous est chère : celle du socialisme.

Les militants socialistes algériens, des douars et des usines doivent avoir, reconnaissons-le, bien du mal à s'y reconnaître !

Enfin, admettons que Mahsas et Boumaza étaient en « mission clandestine » ! Nous préférons qu'il en soit ainsi. Certes, leur ralliement sera utile au regroupement des forces d'opposition à Boumédiène. Mais encore faudra-t-il que cette opposition en Algérie, comme ailleurs, détermine, sur quelles bases politiques elle entend se substituer à Boumédiène, et par quelles alliances elle désire donner à l'Algérie, à la lumière des expériences passées, un régime qui soit juste et honnête.

Nous suivrons attentivement toutes les propositions que l'O.C.R.A. fera en ce domaine.

LIVRES

Budapest 56

de François Fejtő

Le dixième anniversaire de la tragédie hongroise va donner lieu à une floraison d'ouvrages sur cet événement historique dont la résonance demeure profonde.

François Fejtő — qui est en France le meilleur spécialiste des problèmes hongrois et peut-être des pays de l'Est dans leur ensemble — publie une première mise au point dans l'excellente collection *Archives* (1).

Ce petit livre, basé sur les témoignages d'acteurs du drame et sur des documents officiels (en particulier le rapport du Comité spécial de l'O.N.U. sur l'affaire hongroise), s'efforce de donner une analyse objective des événements. Il décrit les protagonistes et les replaie dans leur milieu naturel. La probité, la rigueur scientifique dont fait preuve l'auteur ne dissimulent pas la sympathie dont il brûle pour son pays d'origine. La révolution hongroise présentée par François Fejtő (c'est le sous-titre de l'ouvrage) se lit avec émotion, avec passion.

L'auteur montre d'abord comment les événements de Pologne ont influé sur le déclenchement de la tragédie hongroise : manifestation des étudiants du 23 octobre en faveur de la Pologne, discours provocant de Gerő, assaut de l'immeuble de la radio, première intervention soviétique.

Suit la description du système totalitaire qui, avec la dictature de Rakosi, a poussé le peuple hongrois à la révolte, puis celle de la Hongrie réelle : les vestiges des anciennes classes dirigeantes, la petite bourgeoisie et les paysans que trop d'exactions ont rejetés du côté de la « contre-révolution », les ouvriers et l'ancienne *intelligentsia* de plus en plus mécontents, les étudiants qui supportent de plus en plus mal l'endoctrinement et l'embrigadement ; enfin, la nouvelle classe, autrement dit les privilégiés du régime de plus en plus coupés de la masse de la population.

Les représentants du système totalitaire, avec Gerő à leur tête, et le peuple hongrois sont les deux premiers protagonistes du drame ; il en existe deux autres : l'opposition communiste, avec Imre Nagy, qui sera impuissante à empêcher la tragédie, et les Soviétiques qui, non sans hésitation, apporteront le point final en écrasant la révolte.

A la tête des communistes antistalinien se trouvait Imre Nagy, homme courageux et pondéré qui, par loyalisme à l'égard du parti, se refusa toujours à organiser une « fraction », comme le lui conseillaient certains de ses amis ; Fejtő estime que si Nagy avait été appelé assez tôt au pouvoir, avant que les événements n'aient pris un cours fatal, il aurait pu être le Gomulka hongrois. Cependant les communistes opposés ou révisionnistes étaient surtout des intellectuels : membres de l'Union des Écrivains, militants du Cercle Petöfi (qui contribua à la chute de Rakosi), mais dont les revendications furent dépassées par celles des étudiants, organisateurs de la manifestation du 23 octobre.

Coincés entre le peuple insurgé, les Russes et leurs agents, les nagystes — en dépit de la popularité de leur chef — ne parvinrent pas à dominer la situation, à empêcher la tragédie

de suivre son cours inexorable. En proclamant la neutralité de la Hongrie assiégée par les blindés soviétiques, Nagy finit par basculer du côté du peuple, tandis que Kadar (sans doute en vertu d'un réflexe d'homme d'appareils) faisait le choix inverse.

Quant aux Soviétiques, les contradictions de leur politique après la mort de Staline, les conduisirent à destituer Rakosi sans rappeler Nagy, choix qui rendait l'explosion fatale, avec toutes ses conséquences : risques de désintégration du glacis de l'Est européen ou répression brutale. Les Russes, qui avaient sous-estimé l'ampleur du soulèvement, semblèrent un moment accepter une certaine autodétermination de la Hongrie, mais ils revinrent bientôt en force et usèrent d'un stratagème pour mieux venir à bout des rebelles : ils firent mine de



Kadar : à la charnière de la révolution hongroise.

negocier le retrait de leurs troupes jusqu'au moment où ils se saisirent de la délégation hongroise dirigée par Pal Maleter (qui, plus tard, devait être fusillé avec Nagy en Roumanie).

Le rideau tombait alors sur le dernier acte de la tragédie : l'écrasement des Hongrois en dépit d'une résistance désespérée.

Sur l'ampleur de cette résistance, y compris en province, sur la participation très active de la classe ouvrière, sur l'appui apporté aux révolutionnaires par la quasi-totalité de l'armée et de la police hongroise (à l'exception, bien entendu, de la sinistre police spéciale, l'A.V.H.), François Fejtő donne de précieux renseignements. Il souligne également l'importance du rôle joué par les Conseils révolutionnaires et les Conseils ouvriers surgis spontanément dans tout le pays.

D'autre part, l'auteur insiste sur le fait que s'ils remettaient en cause le système du parti unique, les insurgés n'entendaient pas liquider — dans leur grande majorité — l'acquis du régime socialiste : nationalisations, réforme agraire. Il ne cache pas pour autant leurs illusions quant aux possibilités d'intervention de l'Occident (illusions follement entretenues par les émissions en hongrois de radio Europe libre de Munich), quant au rôle que pouvait jouer l'O.N.U. (surtout après l'expédition de Suez).

En réalité, la politique de Yalta basée sur le partage de l'Europe en sphères d'influence et la crainte de la guerre mondiale interdisait une intervention américaine en Hongrie.

Un dernier chapitre est consacré à la Hongrie de Janos Kadar qui, après une phase de répression, a vu le régime restauré par les Russes se consolider et, dans une certaine mesure, se libéraliser. Les morts de 1956 ne sont pas morts en vain.

La révolte des Hongrois, « de toute façon, garde, dans l'évolution générale du monde communiste post-stalinien, sa valeur « d'événement-pilote », d'« événement-référence », pleine de contradictions, riche en potentialités refoulées par l'intervention soviétique, mais qui continuent leur vie souterraine dans la conscience — le subconscient — des Hongrois et des autres peuples de l'Est, jusqu'en Chine elle-même ».

M. C.

(1) Julliard, édit. 6 F.

L'économie des pays sous-développés

Ceux qui considèrent le développement économique du tiers monde comme un des problèmes fondamentaux de notre époque liront et discuteront ce livre clair et objectif, nourri d'une profonde connaissance du monde sous-développé qui ne dédaigne pas d'aborder l'économie par le biais des données sociologiques ou ethnologiques.

Il y a scandale, mais qui réside moins dans l'extrême dénuement des deux tiers de la population mondiale que dans la disparité excessive et croissante entre les pays riches et les autres (le revenu par tête aux Etats-Unis est soixante fois plus élevé que celui du pays le plus pauvre). Dès lors, il ne s'agit plus de morale : ni la charité des uns ni le paternalisme politiquement intéressé des autres ne pourront résoudre ce problème majeur d'équilibre économique engendrant un risque permanent de conflit susceptible de s'étendre dans un proche avenir à la totalité du globe.

Sans dissimuler la complexité et l'énormité des obstacles à surmonter sur la voie d'une meilleure répartition et d'une exploitation plus efficace des richesses de ce monde, Jagdish Bhagwati fait preuve, en définitive, d'un optimisme qui peut sembler quelque peu candide en indiquant des remèdes que les malades paraissent encore loin de vouloir accepter ou quand il évoque une bonne volonté internationale, sans préciser comment on pourrait la stimuler.

Une planification à très long terme

Professeur à l'Université de Delhi et ancien conseiller au service turc de planification, l'auteur enrichit son argumentation de nombreuses observations faites aux Indes. On peut regretter que ses connaissances soient moins nettes au sujet de l'Afrique et de l'Amérique latine ou que certaines expériences communistes soient traitées trop rapidement ; mais l'honnêteté scrupuleuse avec laquelle il traite les résultats de ses observations personnelles donne souvent à ses conclusions une portée générale.

Quel que soit le mode d'expansion envisagé, aucun pays pauvre ne peut actuellement prétendre à une croissance rapide de son économie. Nous savons que les solutions à court terme hypothéquent toujours dangereusement l'avenir. L'amélioration lente et progressive du tiers monde ne peut s'établir, d'une manière durable, qu'à la suite d'un ensemble de mesures économiques, financières, politiques, éducatives et sociales qui interviendraient aussi bien sur le plan local que sur les plans régionaux et internationaux. Il est évident que de telles

mesures, entrant dans le cadre d'une planification à long terme (quinze à vingt-cinq ans), devront être minutieusement coordonnées et synchronisées.

Tout se tient. Chaque élément de solution à un retentissement plus ou moins direct et lointain sur tout autre ; il devient alors nécessaire de s'efforcer de prévoir de telles réactions dans toute planification efficace. Combien de plans, apparemment bien conçus, ont échoué pour s'être inscrits dans des perspectives trop étroites ?

Des sacrifices immédiats

La création des conditions de la croissance économique repose sur une accumulation primitive qui entraînera, dans l'immédiat, d'inévitables sacrifices. Nous touchons au problème psychologico-politique de savoir comment on pourra les faire accepter. Seule, une administration solide et efficace, appuyée clairement sur un vaste mouvement populaire, serait en mesure d'imposer de tels sacrifices qui ne toucheraient vraisemblablement que les éléments les plus favorisés de la population. Bhagwati ne semble pas se rendre compte que le renversement des structures féodales aux Indes, le contrôle strict du crédit et du stockage des denrées alimentaires seraient peut-être durement ressentis par les banquiers et les maharadjas, mais n'entraîneraient sans doute aucune diminution de la ration de riz de 400 millions d'Indiens.

Une action internationale cohérente et désintéressée

Il reste qu'en dehors de l'indispensable effort des populations et des autorités locales, la solution dépend, pour une très large part, de l'action coordonnée des pays riches. Quels seront la forme, la nature et le cadre de cette action ? La création de puissants organismes internationaux de développement, d'assistance et de crédit devient indispensable. Mais si rien de solide n'a pu être réalisé dans le cadre de la guerre froide, la « coexistence pacifique », basée sur la recherche de marché et de clientèle avec des arrière-pensées politico-économiques proches du mercantilisme classique, ne peut favoriser une amorce de solution dont les éléments dépendent d'une organisation internationale rigoureuse, s'insérant dans le cadre d'un neutralisme actif.

B. Sizaire.

Jagdish Bhagwati : « L'économie des pays sous-développés », (12,50 F. — Hachette).

THEATRE

Saint Jean Genêt

L'autre soir, au Théâtre de France, le spectacle était dans la salle sous la forme de quelques trublions échappés du cirque de T.V. Ce genre de perturbateurs est non seulement déplaisant, surtout lorsqu'ils jettent des rats, mais encore ridicule. Car, croyez-moi, il n'y a pas dans les *Paravents* de quoi fouetter un chat. L'un de mes voisins évoqua une sorte de « révolution culturelle », je haussai les épaules, sceptique et inquiet de voir s'incarner, cette fois, une révolution dramatique sur une scène qui n'a pas brûlé un seul instant des quelque trois heures que dure le spectacle.

Les *Paravents*, entre la vie et la mort, entre les Arabes et les colons, entre la vérité toujours bafouée et les lâchetés toujours partagées, *Les Paravents* demeurent toujours entre deux mondes, entre deux modes. J'avoue que le lyrisme de Genêt m'a paru assez terne et que la vulgarité voulue, au lieu de déboucher sur une dimension dramatique, se complait dans une sorte de ron-ron qui lasse. Plus intéressant est le récit qui soutient la pièce. On y relève le reflet de tous les lieux communs d'un univers qui pourrait être celui de la présence française en Algérie, celui de la guerre même d'Algérie. Avec une sorte de prémonition, d'intuition insuffisamment exploitée, Genêt campe des personnages, plus ou moins symboles, plus ou moins vrais, attachants souvent. L'idée est séduisante qui consiste à montrer que dans le conservatisme se rejoignent la colo-

nisation et la décolonisation accomplie. Le voyou, le poète, bref la liberté identifiée à Saïd est rejetée par les deux camps qui, tous deux, s'abonnent au même purgatoire, le bordel. Bordel comme les bouffons de Shakespeare, censés détenir une part de la lucidité. Malheureusement, Genêt n'est pas le grand Will, il ne parvient ni à choisir le lyrisme ou le réalisme ni à fondre les deux. La pièce hésite sans cesse et reste entre deux chaises.

La mise en scène de R. Blin, que j'avalais tant aimée pour *Les Nègres*, du même Genêt, piétine également, ne parvenant pas à intégrer ses trouvailles et son échec. Comme si on en restait sans cesse au stade de l'épate, d'une épate qui patine faute de partir. *Les Paravents*, au total, ne parviennent pas à imposer un spectacle dont on n'a seulement que des pièces détachées, que ces échantillons vous donnent l'eau à la bouche, mais qu'ils ne réussissent pas à vous désaltérer et vous volla insatisfaits. C'est mon cas. En attendant les pièces promises par J.-L. Barrault, on ne peut que le regretter.

Claude Glayman.

★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★
★ LE 30 NOVEMBRE ★
★ CLAUDE NOUGARO ★
★ CATHERINE SAUVAGE ★
★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★

VIENT DE PARAÎTRE

● JULES ROY : « Le grand naufrage » — Julliard, 316 pages.

Je crois que Jules Roy écrit mieux que la plupart des écrivains de notre époque et qui nierait son plaisir à le lire. Même le panache, même les mythes, même les clins d'œil sont chez lui plaisants, séduisants, vivants. Mais Jules Roy n'a pas toujours raison en politique, cet ancien officier n'a jamais su se défaire de ses drames, de drames propres au personnage qu'il incarne avec bonheur et sincérité. Et quand Jules Roy s'interroge sur Pétain, c'est encore sur Jules Roy s'interrogeant sur Pétain qu'il s'interroge ! En tout cas, nous suivons ce procès avec passion et si au passage nombre de réactions de Jules Roy nous étonnent, nous ne lui lésinerons ni l'intérêt ni cet autre intérêt qu'est le style.

La gauche et les pressions financières internationales

SOUS le titre « Le gouvernement occulte », Jacques Mornand a récemment décrit (1) les conditions dans lesquelles, selon lui, les sauvetages successifs de la lire et du sterling par un certain nombre de Banques Centrales, avec le concours de la B.R.I., auraient été payés d'une mise en sommeil de leurs ambitions réformatrices par les gouvernements de Centre gauche italien et travailliste britannique.

Cette analyse est couronnée d'un surtitre : « Les discrets partenaires du Club de Bâle ont la haute main sur toutes les monnaies du monde occidental », et dotée d'une extraordinaire conclusion, que je cite en me permettant d'en souligner quelques mots :

« Aujourd'hui, il ne faut pas se dissimuler qu'aucune politique économique et financière de gauche ne peut être menée à son terme si elle va à l'encontre des conceptions orthodoxes du Club de Bâle. Dans l'état actuel de la stratégie mondiale, braver le Club de Bâle est un véritable suicide, sauf pour ceux qui sont prêts à se lancer dans une aventure économique du type cubain.

« Et ce qui a été démontré de façon retentissante, avec la lire italienne et le sterling britannique, ne serait pas moins vrai pour le franc français si d'aventure un gouvernement de gauche était formé chez nous. Celui-ci se heurterait aux mêmes interdits édictés par le Club de Bâle à l'encontre des gouvernements de Rome et de Londres ; et il devrait soit être prêt à affronter les pires tempêtes financières pour survivre, soit déclarer ouvertement que son programme n'est pas destiné à être appliqué.

« Ainsi, les choses seraient-elles plus claires. »

On ne saurait reprocher de l'ambiguïté à M. Mornand. Ces phrases sont d'une redoutable netteté. Mais la position ainsi prise est à mes yeux politiquement inacceptable et techniquement fausse.

Politiquement inacceptable : dans une année électorale, annoncer aux Français que si la gauche veut appliquer un programme réformateur ambitieux, elle engage le pays dans une aventure économique de type cubain, alors que tout le monde sait que le revenu par tête cubain a diminué de moitié dans l'année qui a suivi le blocus américain pour ne remonter que plusieurs années après, cela relève de la trahison politique. Si techniquement la thèse était exacte, si le prix à payer pour une plus grande justice était aussi fort, et que l'on reste homme ou journal de gauche, c'est-à-dire épris de justice, la seule attitude possible serait le silence : on ne démobilise pas la veille de la bataille.

Mais la proposition est techniquement fausse. Entendons-nous bien. Résister aux pressions financières internationales n'a rien de facile et encore moins d'assuré. Cela exige que l'on ne commence pas à mettre en déficit la balance des paiements courants, cela suppose donc un programme national très attentivement chiffré dans ses ordres de grandeur, des choix de priorités parfaitement clairs et appuyés par l'adhésion de l'opinion, et cela exige enfin une solide théorie économique et monétaire. C'est d'ailleurs parce que le programme de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste — même dans sa dernière présentation malgré quelques progrès — ne remplit aucune de ces conditions que le P.S.U. n'envisage pas de s'y rallier. Il reste que la Gauche progresse dans cette recherche. Le programme de la F.G.D.S. lui-même en fait malgré tout foi. Le contre-plan proposé par le P.S.U. à ses partenaires marque une étape plus avancée. Enfin, la rencontre socialiste de Grenoble s'est justement préoccupée d'apporter des éléments de réponse à la difficulté analysée par M. Mornand. Conclure comme il le fait sans même évoquer ces travaux et ces débats est pour le moins léger. On le lui aurait pardonné

si ses conclusions étaient exactes. Elles ne le sont pas en ce qui concerne la France.

UN gouvernement de gauche qui se trouve soudainement porté au pouvoir affronte le sabotage financier national et international à partir de trois éléments : le legs du gouvernement de droite précédent, la panoplie d'institutions et de droits d'intervention que comporte l'appareil d'Etat quand il s'en empare, et sa propre politique. Sur ces trois points, on est fondé de penser que la France est précisément le pays d'Europe où sont réunies les conditions minimales du succès financier initial d'une expérience socialiste.

LE gaullisme a voulu s'assurer les conditions financières de l'indépendance diplomatique. Cette orientation gaulliste fort excessive sur le plan purement économique se traduit actuellement par une encaisse nationale de 6 milliards de dollars, dont plus de 85 % en or, et ce montant ne cesse d'augmenter. La France est actuellement le troisième détenteur d'or et de dollars du monde (ou le quatrième derrière l'U.R.S.S.) et a toutes chances de devancer l'Allemagne avant la fin de 1967. Et le franc n'est pas monnaie de réserve internationale ce qui, reconnaissons-le, nous facilitera bien la vie.

A cet égard déjà, dire que ce qui a été vrai pour la livre anglaise ne le serait pas moins pour le franc français demanderait le soutien d'un début d'explication.

C'est oublier, en effet, que les réserves officielles de la Grande-Bretagne sont de 1.145 millions de livres alors que ce pays doit 900 millions au F.M.I. et à la Suisse et sans doute encore autant à diverses banques centrales et aux autorités monétaires américaines, c'est oublier que des étrangers ont une créance à vue sur l'Angleterre de plus de 3 milliards de livres dont 1,2 sont détenus par de simples particuliers ; les dépôts des non-résidents dans les banques anglaises atteignent 3,9 milliards de livres. La Grande-Bretagne est une immense banque qui serait en état de cessation de remboursement si le F.M.I. et les Etats-Unis ne la soutenaient pas. Il y peut-être une sombre machination des créanciers réunis à Bâle (et dans dix autres villes) pour demander à la Grande-Bretagne de rétablir sa situation avant tout.

La situation de la France n'offre actuellement (cela n'était pas le cas sous la IV^e République) aucune prise de ce genre.

Cette situation signifie que la France est pour une assez longue période quasi invulnérable à la spéculation internationale. Si celle-ci se déclençait, sans compter les innombrables mesures de défense possible et dont il sera question plus loin, il n'y a pratiquement pas d'inconvénients à voir nos réserves baisser de moitié, ce qui donne au moins le temps de voir venir. Enfin et surtout, nous n'avons pratiquement plus de dette extérieure, c'est-à-dire plus de créanciers. C'est une source de pressions politiques de moins, et c'est ce qui fait toute la différence avec la dramatique situation britannique, et dans une moindre mesure avec la situation italienne.

Cette situation garantit à la France une minimisation des pressions internationales et un important délai de sécurité devant la spéculation, qui sont sans aucun rapport avec ce que connaît aujourd'hui la Grande-Bretagne, et sont beaucoup plus favorables aussi que dans le cas de l'Italie. Cela est vrai, pratiquement, quoi que fasse le gouvernement français.

Au-delà des encaisses et des dettes, un gouvernement qui prend le pouvoir se rend maître aussi d'un appareil d'Etat qui peut comporter un certain nombre d'armes.

En Grande-Bretagne, le secteur public est faible, mal géré, et inexistant dans l'ordre bancaire et financier. L'équivalent de nos chèques postaux y a moins d'importance qu'en France, il n'existe

aucune banque nationalisée et la Banque d'Angleterre paraît servir davantage les conceptions permanentes des milieux de la City que la politique du gouvernement. En Italie, le secteur public industriel est plus important, mais l'Etat ne dispose pas non plus de structures bancaires.

En France, en revanche, un gouvernement socialiste n'aurait aucune difficulté à s'assurer de la discipline de la Banque de France, comme l'Italie aurait normalement dû pouvoir le faire de son côté. Mais cela n'est rien à côté de l'énorme appareil financier dont dispose l'Etat. Avec la Caisse des dépôts et consignations, devenue la plus grosse institution financière de France, le Crédit foncier, le Crédit hôtelier, l'Etat conserve le contrôle d'une bonne part des investissements. Avec les chèques postaux, les trois grandes banques de dépôts nationalisées et les six grandes compagnies d'assurances, sans parler d'institutions annexes comme la Caisse des marchés de l'Etat, le gouvernement peut contrôler effectivement l'essentiel des flux financiers et se défendre efficacement contre tout sabotage interne et toute tentative de fuite généralisée de capitaux.

En outre, l'Etat ne dispose pas seulement, en France, d'institutions financières importantes. Il s'est aussi acquis un droit aujourd'hui indiscuté à réglementer les opérations financières privées dans des conditions très strictes. Par la tutelle du marché financier, par les pouvoirs du Conseil national du crédit et de l'Association professionnelle des banques, par la présence de commissaires du gouvernement auprès des grandes banques d'affaires, il dispose de moyens d'influence ou de décision considérables.

Tout ce qui vient d'être dit concerne les sécurités ou les pouvoirs dont le gouvernement socialiste disposerait dès son élection *quoi qu'il fasse*, et contrairement aux cas de ses malheureux collègues anglais et italien.

Ajoutons, qu'un gouvernement socialiste pourrait aussi avoir une politique économique et monétaire appropriée, ce qui serait également nouveau pour la Gauche, tant en France qu'ailleurs.

SI le programme d'expansion au vu duquel les Français portent la Gauche au pouvoir est conséquent et mérite d'être cru par la rigueur avec laquelle il présente ses choix de priorités, il n'y a pas lieu de craindre que la prise du pouvoir par la Gauche engendre des réactions économiques défavorables chez les consommateurs (stockages de certains biens alimentaires, ou thésaurisation, ou encore retards à l'achat de biens durables, etc...). Le seul vrai danger réside dans le comportement des chefs d'entreprise et les détenteurs de capitaux. On a déjà vu que les détenteurs de capitaux disposent d'une emprise plus faible qu'ailleurs sur la vie économique nationale. L'Etat se substituerait à leur défaillance avec moins de difficultés qu'ailleurs.

Quant aux patrons du secteur privé, il faut raisonner à partir de leur situation, qui est la recherche du profit. Une politique de taux d'intérêt bas, et d'allongement immédiat des délais consentis aux prêts à l'investissement, ajoutée au fait qu'il n'y aura pas de grève du banquier, le Crédit national, voyant ses attributions étendues et ses moyens augmentés si nécessaire par des dotations budgétaires en capital, assurera une amélioration de la rentabilité des investissements. Le réflexe de méfiance sera compensé par celui de l'intérêt. On peut imaginer, en outre, une fiscalité des sociétés progressive au cas de grève manifeste de l'investissement, et la nationalisation comme sanction ultime dans ce cas plutôt que comme mesure de principe.

Le thème appellerait beaucoup plus de détails, et j'en ai déjà trop dit, mais une argumentation soutenue était nécessaire pour montrer à quel point les conclusions de M. Mornand sont éloignées de la situation française.

Georges Servet.

(1) N° 91 du *Nouvel Observateur*.